

LIBAN

Washington-Tel-Aviv, une connivence préméditée

«Les Etats-unis ont donné le feu vert à Israël pour une attaque limitée» affirme le *Guardian* (quotidien anglais) de mercredi, citant des sources diplomatiques britanniques.

Afin de leur permettre de réaliser leurs objectifs — décapiter le Hezbollah — George Bush, soutenu par Tony Blair, s'emploierait à bloquer toute résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu immédiat. Pour son représentant à l'ONU, le néo-conservateur John Bolton, il n'est pas question «de conclure un cessez-le-feu avec une organisation

terroriste». Conscient certainement que cette position est intenable sur la durée, «George Bush a donné une semaine de plus à Israël pour dynamiter le Hezbollah», précise le quotidien britannique.

Cette semaine «de plus» correspondrait donc à la phase trois d'un plan militaire prévu de longue «3», la phase «1» consistant en des frappes aériennes et la phase «2» en cours visant un double objectif, détruire les infrastructures du Hezbollah et plus généralement du Liban de sorte à faire réagir «les éléments à l'intérieur du gouvernement libanais» hostiles au «Parti



de Dieu». C'est du moins ce que révèle dans *Libération* du 15 juillet Alex Frishman, ancien des services israéliens, aujourd'hui analyste militaire du quotidien *Yedioth Ahronoth*, affirmant que «ce plan était de longue date dans les tiroirs et les militaires attendaient le feu vert du gouvernement» et, comme l'a rapporté le *Guardian*, de Bush en personne. Bien que la Maison Blanche s'emploie à démentir

toute «connivence» avec Israël, il est donc permis de penser qu'Israël n'a décidé de passer à l'acte qu'après avoir consulté son allié et bailleur de fonds américain. En tout cas, cette «connivence» n'a pas échappé au Premier ministre libanais, Fouad Siniora, qui a critiqué les Etats-Unis qui s'étaient posés en principal défenseur d'un Liban indépendant lors du retrait des forces syriennes du

Liban, avant de lancer un appel au cessez-le-feu et de préconiser le règlement de la crise, en particulier le désarmement des milices du Hezbollah dans «le cadre d'un paquet global de mesures» dans un entretien accordé au *Figaro*.

Devant l'aggravation de la situation — le pays risque une catastrophe humanitaire — les pays arabes, la France, la Russie, l'UE appellent à un cessez-le-feu, d'autant qu'Israël ayant massé plus de 6 000 hommes à la frontière libanaise n'exclut plus une «opération terrestre d'envergure», affirme son ministre de la Défense, le socialiste Amir Peretz.

De ce fait, le plan de sortie de crise proposé par Kofi Annan, malgré l'opposition de Washington, peut constituer une base pour le règlement d'une crise qui risque de s'étendre à la région.

Ce qui paraît sûr, c'est qu'après beaucoup d'hésitations, donnant l'impression d'avoir accordé un blanc-seing à Israël, la communauté internationale commence à donner de la voix pour mettre un terme à l'agression israélienne.

Hassane Zerrouk

Des familles algériennes rapatriées

Plus de 100 familles algériennes devaient être rapatriées de Beyrouth à bord des deux avions cargos dépêchés jeudi soir pour faire acheminer des dons humanitaires composés de médicaments, tentes, couvertures et denrées alimentaires, en solidarité avec le peuple libanais.

Selon des sources bien informées, le premier vol verra l'embarquement d'une soixantaine de familles pour rejoindre le pays hier vendredi en fin de journée.

ISRAEL INTENSIFIE SES TIRS

Le Liban coupé du monde

Israël a bombardé par air et mer le Liban-Sud hier pour le dixième jour consécutif et appelé les habitants à quitter la région, après avoir menacé de lancer une offensive terrestre massive. Malgré les efforts diplomatiques internationaux tous azimuts et les appels au cessez-le-feu pour arrêter ce conflit sanglant qui a dévasté le Liban et qui risque d'entraîner une grave crise humanitaire et un exode massif, rien ne présage une trêve tant les positions des protagonistes sont éloignées.

L'armée israélienne n'exclut pas une offensive terrestre

L'armée israélienne a lancé hier des attaques contre 40 objectifs au Liban-Sud, dont des institutions, sièges et convois présumés du Hezbollah. L'artillerie a bombardé des «sites de lancement de missiles». Elle a aussi visé l'est du pays. Dans ce contexte, Tsahal a appelé sous les drapeaux vendredi plusieurs milliers de réservistes pour renforcer son dispositif à la frontière nord d'Israël. L'armée avait déjà mobilisé mercredi dernier plus de 6 000 hommes.

Même si le Premier ministre Ehud Olmert a jusqu'à présent écarté l'option d'une offensive terrestre majeure de crainte d'un nouvel enlèvement au Liban, il a néanmoins donné son feu vert à une intensification des opérations terrestres au Liban-Sud, au voisinage de la frontière.

D'ailleurs, le ministre de la Défense israélien Amir Peretz a averti que si Israël «atteint la conclusion qu'une opération terrestre est nécessaire, nous le ferons» tout en écartant une «invasion» du Liban, semblable à celle de 1982.

La réplique ne s'est pas fait attendre. Le ministre libanais de la Défense Elias Murr a averti que l'armée libanaise, restée jusqu'à présent à l'écart des hostilités malgré les raids meurtriers qui l'ont visée, participerait aux combats si Israël envahissait le Liban.

A noter que l'armée israélienne a repris dès jeudi soir ses bombardements aériens et navals, après une accalmie de plusieurs heures, la première du genre depuis le début de son offensive, le 12 juillet dernier. L'aviation et la marine israéliennes ont bombardé la banlieue sud de Beyrouth, un bastion du Hezbollah. Des quartiers entiers de cette banlieue, pillonnée sans arrêt depuis dix jours, sont désormais en ruines, notamment ceux qui abritaient le quartier général du parti chiite. Avant l'aube, les chasseurs-bombardiers ont tiré des missiles sur des villages et infrastructures du Liban-Sud, et poursuivi leurs attaques le matin sur la région de Tyr, à 83 km au sud de Beyrouth où un civil a été blessé. La télévision satellitaire qatarie Al-Jazira avait fait état durant la journée d'hier de la mort de quatre soldats israéliens dans les accrochages qui ont eu lieu tout au long de cette journée à la frontière entre des combattants du Hezbollah et des soldats israéliens infiltrés en territoire libanais. Par ailleurs, un officier israélien a été tué jeudi soir dans la collision en territoire israélien de deux hélicoptères de combat qui venaient de décoller en vue de participer à des attaques au Liban-Sud.

Le Hezbollah a affirmé, pour sa part, avoir bombardé à la roquette le siège du commandement militaire israélien à Safed, ainsi que les

villes de Tibériade, Carmiel et Haïfa dans le nord d'Israël.

Le projet de Kofi Annan rejeté par les deux parties

Le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, a réclamé jeudi un «arrêt immédiat des hostilités» au Liban et proposé un plan de règlement du conflit, incluant la libération des soldats israéliens, une conférence internationale et une force de stabilisation.

Selon ce projet, les deux soldats israéliens capturés par le Hezbollah seraient remis aux «autorités légitimes libanaises». Kofi Annan propose aussi le déploiement d'une force de stabilisation du côté libanais de la «ligne bleue» (marquant la frontière entre Israël et le Liban), la convocation d'une conférence internationale et la réunion de fonds d'urgence pour le Liban. M. Annan n'a pas caché la difficulté de la tâche. «Je serai franc avec le Conseil. Les conclusions de la mission (de médiation) font ressortir qu'il y a des obstacles sérieux pour parvenir à un cessez-le-feu, ou même à une diminution rapide de la violence», a-t-il dit. En effet, l'opposition des Etats-Unis a empêché jusqu'à présent le Conseil de sécurité d'exiger un cessez-le-feu. Moscou, le Caire, Riyad et le Vatican ont aussi demandé un cessez-le-feu immédiat, de même que le président et le Premier ministre libanais, Emile Lahoud et Fouad Siniora qui a accusé Israël de mener son pays «en enfer».

Le Hezbollah rejette pour sa part le plan du secrétaire général de l'Onu. «Il est normal que nous refusions ce plan», a dit Hussein Hajj Hassan, député de la formation chiite. Et d'ajouter à l'AFP : «La

seule chose que nous acceptons est un cessez-le-feu inconditionnel, suivi de négociations indirectes sur l'échange de prisonniers.»

Il a affirmé que «les prisonniers israéliens ne retrouveront la liberté qu'en échange» de la libération de prisonniers détenus par Israël. Le plan stipule également la mise en œuvre par le gouvernement libanais de la Résolution 1559 de l'Onu demandant le désarmement et le désarmement de toutes les milices dont le Hezbollah.

«M. Annan ferait mieux d'arrêter les massacres des civils et de revoir toutes les résolutions du Conseil de sécurité qui n'ont pas été appliquées par Israël, avant de demander l'application de la Résolution 1559», a dit le député chiite. «Le secrétaire général et le Conseil de sécurité prennent le parti d'Israël. En dépit de tous ces massacres et de ces destructions, ils n'ont pas été capables d'adopter une résolution au Conseil», a déploré le député.

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Mark Reguev, a rappelé la position d'Israël : «L'une des conditions pour un cessez-le-feu est que le Hezbollah ne puisse recevoir, une fois entré en vigueur, des approvisionnements d'armes de la part de l'Iran et la Syrie. Nous allons continuer à porter des coups au Hezbollah pour l'affaiblir au maximum.»

Les aides humanitaires ne parviennent pas au Liban

Le chef de la diplomatie française Philippe Douste-Blazy a mis en garde hier à Beyrouth contre «une catastrophe humanitaire» lors

d'entretiens avec les dirigeants libanais consacrés notamment à la mise en œuvre d'un cessez-le-feu, au 10^e jour de l'offensive israélienne. «La situation s'est considérablement dégradée et il y a urgence à aider les civils (...) La spirale de la violence ne peut que mener à une catastrophe», a déclaré M. Douste-Blazy devant la presse, après un entretien avec son homologue libanais Fawzi Salloukh.

«Nous travaillons à des solutions pour un cessez-le-feu, et démantèlement et le désarmement de toutes les milices dont le Hezbollah. En dépit de tous ces massacres et de ces destructions, ils n'ont pas été capables d'adopter une résolution au Conseil», a déploré le député.

Cependant, même les offres de fournir de l'aide et des fonds se sont révélées inutiles, les agences d'aide étant confrontées au problème de l'acheminement des convois humanitaires vers les régions sinistrées car les raids ont détruit les routes et prennent les camions pour cible. Israël, qui impose un blocus aérien et maritime au Liban, a néanmoins indiqué avoir donné son accord pour favoriser la création d'un «corridor humanitaire» entre le Liban et Chypre.

Parallèlement, des milliers d'étrangers et de Libanais continuent de fuir le Liban dans des opérations d'évacuations massives organisées par les gouvernements. «Il y a environ un demi-million de déplacés déjà. La situation est extrême», a averti l'Unicef au Liban, alors que le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a prévu d'apporter une aide humanitaire.

M. O. / Agences